

Article

« Révolution gouvernementale et savoir politique au Canada-Uni »

Bruce Curtis

Sociologie et sociétés, vol. 24, n° 1, 1992, p. 169-179.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001156ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Révolution gouvernementale et savoir politique au Canada-Uni¹

BRUCE CURTIS

Lors d'une revue de la condition administrative de l'État canadien entreprise en 1863, Thomas d'Arcy McGee fait remarquer l'absence quasi totale de structures bureaucratiques au moment de l'Union des Canadas en 1840. Il souligne qu'à la suite des Rébellions de 1837-1838, une commission parlementaire du Haut-Canada avait examiné le fonctionnement du gouvernement colonial et avait exigé un réaménagement complet. Au Bas-Canada, la suspension de la Constitution avait empêché une telle entreprise. Toutefois, en 1840, Poulett Thomson, le gouverneur général, avait rapporté au Colonial Office qu'il n'existait, au sein du gouvernement colonial, ni département ni ministère régulier, et que toutes les activités administratives se faisaient avec la plus grande informalité. L'absence de ministres et de bureaucratie rendait les formes d'autorité très confuses et la colonie ingouvernable.

Au moment où écrit McGee, la situation de l'État est fort différente. Quatre ans plus tard, la Confédération viendra prouver la maturité des capacités administratives d'un État canadien².

Ainsi, il est évident qu'entre la Rébellion et la Confédération — la période de l'Union des Canadas (1840-1867) — a lieu un processus de formation de l'État. Mais à quelques exceptions près, les chercheurs boudent cette période. Pour eux, l'année 1840 ne signifie que le

1. Cette recherche a été rendue possible grâce à une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines. Je tiens à remercier Michèle Martin de même que Françoise Boudreau, Michèle Dagenais, Jean-Marie Fecteau et deux critiques anonymes de la revue *Sociologie et sociétés* pour la lecture attentive d'une version préliminaire. Dans cet article, le générique masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.

2. Archives Nationales du Canada [ANC], T.D. McGEE, *Report on Government Departments*, RG1, E1, vol. 59A.

grand échec des espoirs des patriotes et l'accession au pouvoir des « vendus » qui se sont vus obligés d'attendre la venue d'un Québec, en 1867, pour trouver leur réhabilitation historiographique³.

Cependant, une littérature volumineuse, en sociologie comme en histoire, est préoccupée par ce que l'on a appelé la *nineteenth-century revolution in government* : le remarquable phénomène de la formation des États en Europe et en Amérique entre 1830 et 1870. Durant cette période, les relations à la base de l'État bureaucratique et interventionniste sont dans une phase de formation accélérée. L'« État-nation », sous l'hégémonie politique de la bourgeoisie, se solidifie. Sociologues et historiens ont longuement scruté ces développements, dévoilant la création de « vents de panique morale » par des réformateurs bourgeois comme tactique pour encourager l'extension de l'activité étatique, retraçant l'infiltration des réformateurs dans le service à l'État et reconstituant la politique du savoir/pouvoir au cœur d'un État-providence naissant. Le travail innovateur de Corrigan et de Sayer situe la fondation de la légitimité réclamée par l'État bourgeois dans des efforts systématiques visant à reformer les comportements, les habitudes et les consciences populaires. Ces auteurs parlent de la révolution gouvernementale comme d'une « révolution culturelle⁴ ».

Comme telle, la formation de l'État implique d'importantes transformations dans les éléments de la « figuration » culturelle : le temps et l'espace, mais aussi le soi, le parlé, l'estimé, le valorisé, le légitime, l'expertise et l'autorisé⁵. Tout régime politique dépend, à la limite, de son acceptation active ou passive par le peuple. Mais dans la période 1830-1870, intellectuels et réformateurs bourgeois, munis de nouveaux moyens politiques et préconisant la valeur de nouvelles pratiques, entreprennent d'implanter un sens de la légitimité du régime liminal dans les esprits, les habitudes, les mœurs, et le vécu des gens. Ils visent aussi la marginalisation d'alternatives culturelles. Le peuple est encouragé à participer activement à sa propre subordination économique et politique⁶.

L'hégémonie ainsi établie n'est pas le simple produit de la nature des choses ; elle résulte en grande partie du travail des intellectuels, liés organiquement à la classe dominante. Ceux-ci cherchent à articuler les liens de la communauté imaginée reliant gouvernants et gouvernés, à identifier les limites légitimes des rapports de hiérarchisation, à ancrer le régime de l'époque dans des traditions historiques et à indiquer le chemin du progrès dans les moments de crise. Intellectuels et réformateurs sont innovateurs : ils créent de nouveaux instruments et de nouvelles structures politiques ; ils institutionnalisent de nouveaux rituels et de nouvelles routines de la gouverne.

Cet article examine quelques dimensions de la formation de l'État canadien sous l'Union de 1840. Dans une perspective du savoir/pouvoir, il se concentre surtout sur les formes typiques du savoir politique, sur les ressources grandissantes de l'État dans ce domaine et sur la promotion de la science sociale par des bureaucrates et des intellectuels.

Un nouveau régime du savoir fait partie du régime de représentation politique établi au Canada suite à l'Acte d'Union de 1840. Un savoir à caractère centralisé, factuel et quantifié, un

3. Parmi les exceptions, relevons J.-M. FECTEAU, « Le pouvoir du nombre : idée d'association et la transition à la démocratie au Québec au milieu de XIXe siècle », in *L'État, La Révolution française et l'Italie*, dir. Michel GANZIN (Aix, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1990), pp. 91-107.

4. Le point de vue défendu dans cet article s'inscrit dans le débat anglais sur la nineteenth century revolution in government. Les textes les plus importants du débat se trouvent dans : Gillian SUTHERLAND, dir. (1972), *Studies in the Growth of Nineteenth Century Government*, Londres ; Peter STANSKY, dir. (1973), *The Victorian Revolution*, Londres ; et A.P. DONAJGRODZKI, dir., (1977), *Social Control in Nineteenth Century Britain*, Londres, Croom Helm. Voir aussi Philip CORRIGAN et Derek SAYER (1985), *The Great Arch : English State Formation as Cultural Revolution*, Oxford, Blackwell ; et, pour une vue d'ensemble du débat, Peter GOWAN (1987), « The Origins of the Administrative Elite », *New Left Review*, n° 162, March-April, pp. 4-34.

5. La notion de figuration vient de la sociologie de Norbert ELIAS, surtout des ouvrages *La Civilisation des mœurs* (1973) et *La Dynamique de l'Occident* (1975), Paris, Calmann-Lévy. Elle signifie un mode typique et relativement stable d'existence sociale et de distanciation entre acteurs basé sur des formes de monopolisation des moyens sociaux. Voir également *Norbert Elias par lui-même* (1991), Paris, Fayard.

6. Une politique d'« autoneutralisation » du peuple remplace progressivement celle de sa « stupéfaction », de dire Karl MANNHEIM (1972), « The Democratization of Culture », in *Essays on Sociology*, New York, Oxford. L'accoutumance du peuple au régime par l'ancrage des conditions gouvernementales dans la psychologie populaire est étudiée dans Bruce CURTIS (1988), *Building the Educational State : Canada West, 1836-1871*, London, Ontario et Sussex, Angleterre, Althouse Press et Falmer Press.

savoir qui se proclame « scientifique » résume et surpasse le savoir personnel des grands propriétaires, des seigneurs et des religieux. Les « experts » de ce savoir nouveau proclament qu'il fournit des moyens objectifs et définitifs pour résoudre les « problèmes » et les « maux » politiques, économiques et sociaux auxquels la société capitaliste se trouve confrontée. Ce savoir, que nous allons résumer par le terme « statistique », parvient à dominer progressivement les champs de l'administration et de la légitimation⁷.

LA « RÉVOLUTION GOUVERNEMENTALE »

L'Union des Canadas suit le système gouvernemental établi en 1791 et mis en échec par les Rébellions de 1837-1838. Les plans des autorités impériales prévoyaient que les membres d'une aristocratie et ses alliés cléricaux allaient surveiller et guider le développement économique, politique et culturel-moral de leur communauté. Mais ces plans allaient être définitivement rendus caducs par les Rébellions. Suite aux Rébellions, la répression militaire et politique, le brûlage des terres, la pendaison sélective des présumés leaders des rebelles et le bannissement de certains autres de même que l'imposition d'une dictature au Bas-Canada vont décapiter la gauche mais ne pourront pas empêcher diverses démonstrations populaires en faveur d'une réforme radicale du système gouvernemental.

Dans les deux Canadas, les modérés cherchent à s'accommoder des demandes populaires pour l'abolition du système oligarchique — demandes qu'ils partagent, d'ailleurs — mais sans céder à d'autres demandes exigeant une république démocratique. Une section importante de l'intelligentsia bas-canadienne comprenant des hommes qui avaient auparavant appuyé plus ou moins vigoureusement les patriotes et qui se considéraient comme nationalistes se rallie à l'alliance Baldwin-Lafontaine et le projet de l'Union. Bon nombre de leurs homologues dans la province voisine agissent de même⁸.

Cependant, en Angleterre, l'alliance entre Whigs et *Radicals*, imbue de ses propres triomphes contre l'ancien système, entreprend de reconstruire l'économie politique des Canadas. Par la mise en place d'infrastructures nécessaires à l'accumulation capitaliste et pouvant soumettre le peuple aux règles de la gouverne représentative, par des investissements massifs de capitaux, et aussi par l'immersion des Canadiens dans une majorité anglophone, Whigs et *Radicals* tentent d'implanter dans la colonie des réformes plus ou moins réussies dans l'État impérial.

À travers les innombrables contorsions de la politique parlementaire au Canada-Uni, une révolution passive transforme le système étatique, une révolution venant surtout d'en haut et visant à devancer un radicalisme agraire parfois latent, parfois ouvert. Les bastions du vieux système sont investis et détruits : transfert du pouvoir de taxation des juges de paix aux conseils municipaux ; sécularisation des terres du clergé du Canada Ouest et utilisation des retombées pour la construction de ponts et de chemins locaux ; enregistrement des titres au Canada Est et libération de la terre des obligations seigneuriales. Des conditions de base d'un État canadien indépendant sont établies : la rationalisation des finances (1843-1855) ; l'administration des postes (1851), la création d'un système monétaire canadien (1853, mais bloqué par l'État impérial jusqu'en 1858) ; le retrait des forces britanniques et l'extension de la milice et de la police des frontières (1861), le contrôle de l'immigration (1847-1862), sans oublier la prise en charge de l'éducation populaire par les agences d'État (environ en 1850)⁹. Autrement dit, un monopole étatique des moyens de la violence, de la taxation, des communications et des moyens idéologiques s'installe.

7. Voir Philip ABRAMS (1968), *The Origins of British Sociology : 1834-1914*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 13-30 ; Stuart WOOLF (1989), « Statistics and the Modern State », *Comparative Studies in Society and History* 31, July, pp. 588-604.

8. Le *Dictionnaire biographique du Canada* abonde en exemples : T. Bouthillier, P.-J.-O. Chauveau, Joseph Cauchon, Hector Langevin, J.-C. Taché, Étienne Parent, René-Édouard Caron, A.-N. Morin, etc. N'est-il pas difficile pour certains de voir Chauveau, par exemple, un des fondateurs de la Société Saint-Jean-Baptiste, appuyer l'Union, et plus tard la Confédération, comme le chemin de survie pour la patrie ? Je ne voudrais pas, en même temps, minimiser l'importance de l'opposition plus ou moins soutenue à l'Union, menée plus visiblement par Louis-Joseph Papineau.

9. Gilles ROY nous en fait le bilan dans ses « Généralités », un texte inédit produit dans le cadre de notre programme de recherche sur la formation de l'État. Voir aussi J.E. HODGETTS (1955), *Pioneer Public Service*, Toronto, Macmillan.

Dans le nouveau système étatique, les agences centralisées mettent en œuvre des politiques pour l'ensemble de la colonie — ou pour l'une de ses deux parties — par l'entremise d'institutions et d'officiers du gouvernement local. Ce système est contesté, mais son implantation implique quand même un accroissement dramatique du nombre et de l'étendue d'agences d'État et fait proliférer les serviteurs de l'État.

Mais cette révolution dans le régime politique contient une seconde révolution dans la nature du savoir politique et administratif : dans le régime du savoir. Dit simplement, elle met en question le savoir personnel, idiosyncratique et localisé du grand propriétaire, du curé ou du seigneur comme fondement de la gouverne. La centralisation du savoir est un élément intégral de la centralisation politique mise en place par l'Union des Canadas. Ce savoir centralisé diffère dans sa forme typique du savoir localisé l'ayant précédé. L'élaboration d'un nouveau régime du savoir transforme les enjeux politiques.

L'articulation, l'élaboration et surtout la police des diverses politiques destinées à l'ensemble du territoire exigent un savoir qui ne reflète pas seulement les intérêts particuliers de tel ou tel propriétaire, curé ou localité. Il faut que les agences puissent connaître le sort fait à leurs politiques dans les localités, mais aussi qu'elles puissent comparer les localités et formuler une vue d'ensemble. De plus en plus, les agences étatiques recherchent un savoir dit « objectif », comparable, indépendant des particularités de l'observateur, et donc quantitatif et statistique. Et la production, l'encadrement et l'interprétation de ce type de savoir mènent à un nouveau type d'expertise : l'expertise bureaucratique. Pour faire place à la connaissance que les hommes en position de dominance ont de la vie intime de leurs inférieurs sociaux, se développent de grands projets du savoir bureaucratique : les sciences d'inventaires et bio-politiques, l'enregistrement civil, le recensement et les statistiques vitales.

LA CULTURE DE LA DOMINANCE

D'où vient cette transformation historique dans la forme typique et dans les pratiques du savoir officiel ? Si décrire ses contours généraux est assez facile, expliquer ses mécanismes de transition est une tout autre chose. En réalité, les transformations historiques se déroulent rarement comme des ruptures claires et nettes. En général, on retrouve des éléments de continuité dans la discontinuité, et le défi est de démontrer les germes de l'avenir dans le passé sans en même temps tomber dans l'emploi de présupposés téléologiques. Ici réside la force explicative d'une approche qui traite de la formation de l'État comme d'une révolution culturelle.

Pendant que les agences de l'État cherchent à imposer de nouveaux réseaux administratifs à la société civile, à cerner le social comme champ de gestion¹⁰, il leur faut dessiner ce nouvel ordre à partir des coordonnées d'un ordre antérieur. Les agences étatiques au Canada-Uni génèrent leur savoir bureaucratique à l'intérieur d'une structure et d'une culture de classe qui les précèdent. L'une des victimes du savoir bureaucratique est la prérogative des hommes des classes dominantes à se conduire familièrement avec leurs inférieurs.

Par contre, même sans entreprendre une anthropologie historique des formes antérieures du savoir, il est évident que cette prérogative sert de point d'émergence d'un savoir bureaucratique, quantifié et statistique¹¹. C'est elle qui accorde aux bourgeois l'accès nécessaire au peuple pour fins d'observation sociale. Par exemple, c'est leur seul statut social, signalé par leur comportement, leur façon de parler et de s'habiller, qui autorise James Kay et Friedrich Engels à mener des enquêtes sociales dans les appartements, les caves et les ruelles sombres des faubourgs de Manchester. Des efforts pour extraire des méthodes et des principes « scientifiques » à partir de telles observations sont déjà bien

10. Voir Jacques DONZELOT (1984), *L'Invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard.

11. L'aliénation des moyens du savoir des aristocrates, des seigneurs, et des maîtres ; l'appropriation des moyens du savoir par des intellectuels et réformateurs bourgeois ; la transformation des moyens du savoir en accord avec des intérêts bourgeois ; l'institutionnalisation des moyens du savoir comme des moyens étatiques et, finalement, la rationalisation de ces moyens constituent autant de moments dans l'histoire du régime de représentation et dans la formation de l'État bourgeois.

articulés au deuxième quart du siècle, comme le montrent l'ouvrage de Harriet Martineau *How to Observe Morals and Manners* (1838) et les initiatives des sociétés de statistiques¹².

La dominance croissante du savoir quantitatif, factuel et statistique au sein de l'État signale l'institutionnalisation et la rationalisation de pratiques culturelles de provenance bourgeoise. Bien que les pratiques de la statistique jouissent d'une popularité qui dépasse les limites strictes de la bourgeoisie ou de la classe politique, elles sont néanmoins des pratiques de gens privilégiés. Ce ne sont pas les prolétaires qui mènent de grandes enquêtes pour scruter les conditions sanitaires, religieuses, éducationnelles ou morales de la bourgeoisie. Les bourgeois regardent toute tentative de familiarité émanant de leurs inférieurs sociaux avec hostilité¹³.

ÉLÉMENTS DE LA FORMATION DU SAVOIR DE L'ÉTAT CANADIEN

I. LA NORMALISATION DES CATÉGORIES ADMINISTRATIVES

La montée d'un savoir de nature quantitative et statistique implique une normalisation des catégories de la vie sociale et économique. Cette normalisation est une condition préalable de la production de renseignements quantifiables. L'encadrement de la vie dans des catégories administratives normales est né tant des exigences de l'administration politique que de l'échange marchand. Mais à mesure que ces deux forces réussissent à pénétrer dans la société, les voies de la subjectivité se transforment. Cet encadrement est une activité de force. Il ne s'agit pas d'une simple « collecte » de savoir, mais plutôt de la discipline de l'objet du savoir, de l'attribution d'une importance politique et administrative accrue aux aspects nécessairement partiels de l'existence humaine. Une fois bien établi, ce régime du savoir/pouvoir devient autoréférentiel. Les enjeux politiques y trouvent leurs points d'ancrage, autant que leurs logiques justificatives et leurs critères d'évaluation. Mais auparavant, des catégories normatives sont énoncées, stabilisées et institutionnalisées par les réformateurs et par les hommes d'État¹⁴.

Une normalisation des moyens d'échange, imposée et policée par les gouvernements et serviteurs de l'État, accompagne nécessairement la circulation de plus en plus généralisée des marchandises au Canada-Uni. Cette normalisation se fait au niveau de la spécification des poids et des mesures, de la définition des tailles officielles pour le foin et les semences ; de la délimitation de la qualité de marchandises comme le bois de charpente, le blé, la viande, les peaux, les cendres, la farine, le poisson, l'huile, le beurre, etc. ; de l'adoption du système monétaire décimal et de la coordination, sous la Réciprocité, des mesures canadiennes et américaines. Un peu plus tard, le temps est standardisé avec l'introduction des heures de Greenwich afin d'avoir des horaires de train prévisibles¹⁵.

12. Voir James KAY (1832), *Physical and Moral Condition of the Working Class in Manchester*, Manchester ; Friedrich ENGELS (1975), *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre. D'Après les observations de l'auteur et des sources authentiques*, Paris, Éditions Sociales ; Harriet MARTINEAU (1988), *How to Observe Morals and Manners*, introduction de M.R. Hill, New Brunswick, Transaction ; Michael CULLEN (1975), *The Statistics Movement in Early Victorian Britain*, Londres.

13. Voir, par exemple, les attitudes de William HUTTON, réformateur et serviteur de l'État canadien, envers les domestiques et les journaliers, attitudes exprimées dans ses lettres à sa mère et à sa fille ; G.E. BOYCE (1972), *Hutton of Hastings : The Life and Letters of William Hutton, 1801-1861*, Belleville, Hastings County Council, et ANC, Collection Ponton, MG30 E96, vol. 6.

14. Il y a un argument marxiste bien connu à l'égard des effets des rapports d'équivalence marchande sur le développement du savoir quantitatif et sur la réduction de la conscience humaine ; voir par exemple Theodor ADORNO (1991), « Culture and administration », in *The Culture Industry : Selected Essays on Mass Culture*, Londres, Routledge, p. 96. Nous ne prétendons pas que le processus historique de normalisation administrative s'est déroulé sans à-coups ou sans opposition importante. Pour l'instant, le niveau d'abstraction nécessaire pour le développement de notre point de vue nous empêche d'exposer le caractère conflictuel de ce processus.

15. Nous ne prétendons pas que ses initiatives réussissent toujours ; il y a souvent un grand écart entre la volonté législative et les pratiques réelles. Le *Blue Book* (un rapport canadien annuel fait au gouvernement impérial) de 1855, par exemple, indique que les anciennes mesures françaises sont toujours utilisées dans le Bas-Canada pour les terres distribuées avant la Conquête et que l'utilisation du pied anglais dépend des ententes. Le minot et le boisseau sont aussi utilisés. Dans ce domaine, comme dans d'autres, il y a concurrence entre modalités, plutôt que simple remplacement des uns par les autres (ANC, RG1 E13, rouleaux B2912-3).

Pour leur part, les agences de l'État impérial exigent de l'État colonial des rapports utilisant des catégories « standards ». Elles fournissent souvent les formulaires à remplir. Parmi les rapports exigés, le plus important est probablement le *Blue Book* annuel, un sommaire descriptif et statistique de l'activité du gouvernement, de l'état de la population et de l'économie coloniale. Il y a aussi des inventaires exhaustifs de chaque vaisseau d'immigrants à compiler et des registres de bateaux coloniaux à remplir. Le *Board of Audit* impérial va jusqu'à détailler les parcours de comptabilité que doit suivre l'administration canadienne. Par contre, les parcours de la réglementation impériale mènent aux changements des catégories administratives. La nationalisation de cet appareil de catégorisations, de renseignements et de pratiques marque une étape importante dans l'émergence des moyens administratifs d'un État canadien indépendant¹⁶.

Un processus semblable de normalisation a lieu dans la réglementation des institutions sociales, qui sont d'ailleurs elle-mêmes souvent des innovations de la période de l'Union. En matière d'éducation populaire, les agences étatiques mettent en place des systèmes très élaborés et très détaillés pour l'évaluation et la gestion des écoles élémentaires. L'instruction publique est normalisée par l'imposition de manuels scolaires, par la formation des professeurs confiée aux écoles « normales » et par l'adoption d'une technologie pédagogique unique. Des milliers de membres du corps enseignant et un pourcentage grandissant de la population sont touchés par ces initiatives. Ces pratiques sont formatives, elles créent des sujets et des citoyens¹⁷.

À partir de la fin des années 1850, tous les prisons, geôles, hôpitaux et asiles subventionnés par le gouvernement sont sous la gestion d'un bureau unique. Ce corps surveille, planifie et approuve les places et devis de chacune de ces institutions construites à travers le pays et tente de réglementer leurs conditions sanitaires, leur régime alimentaire ainsi que leurs pratiques de traitement. Les gouvernements sous l'Union créent également des institutions régulant leur propre structure, institutions comme le Bureau de vérification (1855) et le Bureau d'examen (1857).

Le processus de formation de l'État se manifeste dans une normalisation sociale et économique qui rend possible un savoir quantifié. Cette normalisation a le potentiel de transformer la structure de la conscience sociale et de l'expérience sociale. En même temps, elle rend cette conscience et cette expérience accessibles aux nouvelles formes et aux nouvelles pratiques d'appropriation intellectuelle et de gestion politique.

II. L'AMPLEUR DU SAVOIR

Une accumulation énorme de savoir officiel accompagne et soutient la formation de l'État canadien dans cette période. On note plusieurs tentatives d'agences d'État — fréquemment créées spécialement dans ce but — pour examiner, identifier, localiser, énumérer et connaître la population à gouverner, c'est-à-dire pour l'insérer dans des catégories normatives. La tendance à une centralisation du savoir est évidente dans l'augmentation du volume des données imprimées annuellement par le Parlement après 1840. La masse croissante de renseignements menace de dépasser les capacités techniques du Parlement et en arrive également à constituer une importante ressource politique. Le comité parlementaire à l'impression acquiert le rôle d'administrateur de cette ressource¹⁸.

16. Les *Blue Books* se trouvent dans ANC RG1 E13 et n'ont pas encore fait l'objet d'une étude sociologique. C'est Joseph-Charles Taché qui, en 1865, greffe au *Blue Book* une identité canadienne. Pour établir l'impact des exigences impériales sur l'articulation des appareils de savoir au Canada, il faut examiner les envois officiels du Colonial Office ; voir ANC RG7 G1 ; nous remarquons particulièrement les amendements faits aux *Passenger Act* suite à l'expérience de l'immigration au Canada pendant les années 1840.

17. Voir CURTIS, *Building the Educational State*. La question de la formation des citoyennes reste difficile à expliquer par une telle approche, comme l'ont noté Pavla MILLER et Ian DAVEY (1990), « Family formation, schooling and the patriarchal state », in *Family, School & State in Australian History*, Marjorie R. THEOBALD et R.J.W. SELLECK (dir.), North Sydney, Allen Unwin, pp. 1-24. Pour l'effet de l'éducation publique sur la formation des nations, voir Benedict ANDERSON (1983), *Imagined Communities*, Londres, Verso.

18. La seule mention que nous avons pu découvrir du comité à l'impression dans l'historiographie se trouve dans l'ouvrage de Gilles GALLICHAN, « L'édition gouvernementale au Québec depuis le XVIII^e siècle », dans Yvan LAMONDE (dir.) (1983), *L'Imprimé au Québec : Aspects historiques (18^e-20^e siècle)*, Québec.

D'après l'usage parlementaire des années 1840, tout député peut demander l'impression de n'importe quel document officiel pour « l'information de l'Assemblée ». Certains, comme William Lyon Mackenzie, exigent l'impression d'une très grande quantité de matériel. Le coût des impressions devient ainsi la plus grande dépense du Parlement. Elle est estimée à 5000 £ en 1846, et entre 6000 £ et 9000 £ en 1849. Mais en réalité, ces dépenses dépassent 21 594 £ au cours de la même année. En 1854, année où les dépenses totales du Parlement grimpent à 70 750 £, celles de l'impression atteignent 30 000 £¹⁹.

Le comité à l'impression et divers députés préconisent alors l'économie, mais initialement sans succès. Le comité suggère d'imprimer les projets de lois seulement quand ils sont complets, et dans les deux langues en même temps. Une impression plus serrée est employée, et l'impression des lois « privées » est taxée. Puis, en 1847 et encore en 1849, le comité préconise l'impression dans une langue seulement des lois locales pour le Haut-Canada, mais l'opposition des députés du Bas-Canada fait échec à cette proposition. Pourtant, l'impression des lois privées est suspendue entre 1848 et 1851. En 1851, un comité spécial sur l'impression conclut, malgré l'utilité évidente dans un pays comme le Canada d'une diffusion dans tous les rangs sociaux d'informations relatives aux sujets de délibérations parlementaires, qu'une sélection judicieuse des documents à imprimer augmenterait l'intérêt du lecteur moyen pour la chose parlementaire²⁰. Mais les tentatives faites par le ministère en vue de changer la pratique courante échouent, même pendant cette période où les Rouges et les Clear Grits font de l'agitation pour un gouvernement moins coûteux. Quand Francis Hincks suggère qu'on suive la pratique anglaise et qu'on ne fasse imprimer que le *Blue Book* à prix réduit, William Lyon Mackenzie exige « la diffusion de toute information » parlementaire et prétend que le manque d'information maintient le peuple du Bas-Canada dans l'ignorance²¹.

De même échoue la tentative de J.H. Price, commissaire des Terres de la Couronne, pour faire imprimer un sommaire unique des reçus relatifs aux terres concédées. Les députés insistent sur l'impression de tous les documents en question, malgré leur prix élevé. Un débat intense souligne les dangers politiques d'une impression sélective des documents parlementaires. Qui déciderait quoi imprimer, et comment se servirait-on d'un tel pouvoir ? Comment empêcher le parti au pouvoir de se servir du contrôle de l'impression pour présenter sa seule version des débats²² ?

Mais l'efficacité de la technologie d'État au sujet de la production des renseignements et les dépenses galopantes encourues mettent fin à ces débats. Les députés peuvent bien encore une fois refuser une motion permettant au comité à l'impression de faire une présélection des documents en octobre 1854, cette présélection n'en est pas moins commencée depuis le mois de mai. Finalement, en février 1856, le Parlement accepte officiellement pour la première fois que le comité décide de ce qui sera imprimé. L'année suivante, il consent à ce que toute motion parlementaire concernant l'impression passe d'abord devant le comité²³. La quantité de matériel à laquelle les députés sont confrontés menace de les enterrer, tandis que l'impression risque d'amener le Parlement à la banqueroute.

La sélection des documents à imprimer devient substantielle. Par exemple, en mars 1856, le comité refuse de faire imprimer des pétitions contre la loi municipale du Bas-Canada avant que cette dernière n'ait fait ses preuves. Il ordonne également des changements quant à la forme des documents pour les rendre plus faciles à imprimer²⁴. Ainsi, la formation du savoir officiel se révèle un élément clé de la politique parlementaire.

19. Assemblée législative du Canada [ALC], *Journaux*, 5 juin 1846 ; 27 février 1849 ; *papiers parlementaires*, appendice DD 1851, rapport du comité spécial sur l'impression.

20. ALC, *papiers parlementaires*, appendice DD 1851.

21. ALC, *débats*, 5 juin 1851.

22. ALC, *débats*, 4, 5, 6 juin ; 9, 29 août 1851.

23. ALC, *débats*, 11 mai, 19, 26 octobre, 21 novembre 1854 ; 28 février, 3 mars 1856 ; *journaux*, 26 mars 1857.

24. ALC, *débats*, 28 mars 1856 ; 21 avril 1856.

LA PRODUCTION DU SAVOIR

D'où vient cette masse croissante de renseignements qui s'accumulent dans les bureaux étatiques ? Par qui et comment est-elle produite ? Avant l'Union, comme le révèle une commission parlementaire de 1843, il n'existait aucune loi pour la collecte d'informations statistiques au Bas-Canada, sauf celle qui touchait les registres civils²⁵. Au Haut-Canada, il n'y avait même pas de registres civils, bien que les évaluations municipales annuelles fournissaient des renseignements importants qui n'existaient pas au Bas-Canada. Pourtant, dans les années suivantes, une armée de serviteurs de l'État fournira aux agences centrales des renseignements détaillés sur des sujets les plus variés.

Les contours du territoire physique sont délimités. De grands projets de cartographie et d'inventaires sont menés par le Bureau géologique, sous la direction de Sir William Logan, et par le département (nouvellement créé) des Terres de la Couronne. À la fin des années 1850, le département des Terres de la Couronne exhibe une carte du Canada à l'échelle d'un pouce pour deux milles, alors qu'en 1863 Logan produit un volume de 1000 pages sur la géologie canadienne. Les *grammar schools* du Canada Ouest de même que les observatoires établis à Toronto, Québec et ailleurs sont employés pour réaliser régulièrement des observations météorologiques²⁶.

La cartographie du social est établie à travers le travail d'une nouvelle espèce de serviteurs de l'État, et au moyen d'un nouvel instrument de la gouverne : l'inspecteur et l'inspection. L'inspection inexistante, sauf en ce qui concerne les cheminées et les permis de tavernes, existait à peine avant 1840 et devient une pratique gouvernementale usuelle sous l'Union, pratique qui permet aux agences centrales de suivre le progrès de leurs propres politiques. Les inspecteurs se rendent sur les lieux et font rapport — encore en termes de catégories normales — aux agences centrales. À la Confédération, il existe, entre autres, des inspecteurs de géôles, de prisons et d'asiles, du bureaux d'enregistrement, de marchandises, de poids et de mesures, de travaux publics, de terres, de chemins de fer, d'écoles, de santé publique, de bateaux et d'engins à vapeur, de tavernes et de théâtres, de chemins de colonisation, de sociétés agricoles, et même des inspecteurs d'anatomie dont la tâche est de ramasser les corps des gens sans parents et trouvés morts dans les lieux publics, de les livrer aux médecins pour dissection et de surveiller la disposition des restes²⁷.

La pratique de l'inspection se rationalise et ses procédures se formalisent pendant la période de l'Union. À ses débuts, l'inspection était plutôt une activité de gentilshommes qui se servaient de leur familiarité avec les notables locaux pour extraire des renseignements relatifs aux domaines visés. Ainsi, la centralisation du savoir a impliqué une certaine appropriation du savoir des notables. Mais plus les initiatives gouvernementales pénètrent dans les localités, plus les renseignements cherchés se détachent de la seule connaissance des notables et deviennent accessibles aux « experts » instruits par les agences gouvernementales²⁸.

Au siège du gouvernement central, nous observons un accroissement parallèle du nombre de bureaucrates et de « travailleurs du savoir » ayant pour tâche de rassembler et d'intégrer les renseignements produits par les inspections. Ces clercs entretiennent une correspondance volu-

25. ALC, *papiers parlementaires*, appendice 00, 1843.

26. Voir le rapport de LOGAN dans le *Blue Book* de 1863, ANC, RG1 E13 ; la discussion relative à la carte, qui mesurait environ soixante-neuf pieds par treize, se trouve dans RG1 E7, 1857. Dans la même veine, il y a un inventaire des espèces de poissons fait par l'inspecteur des pêches vers 1863. Plus généralement, Suzanne ZELLER (1987), *Inventing Canada : Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nation*, Toronto, University of Toronto Press.

27. Le rôle de l'inspection dans la formation de l'État canadien est abordé dans Bruce CURTIS (1992), *True Government by Choice Men ? Inspection, Education and State Formation Canada West*, Toronto, University of Toronto Press.

28. Cet argument est élaboré dans « Mapping the Social : Jacob Keefer's Educational Tour, 1845 », *Journal of Canadian Studies* (à paraître), au moyen de l'analyse d'un texte provenant d'une des premières tournées d'inspection éducationnelle au Canada Ouest. Dans d'autres tournées de l'époque, nous pouvons aussi constater que les inspecteurs s'orientent vers une hiérarchie établie ; voir par exemple la tournée de Jacques-Pierre Rhéaume dans le district de Québec en 1853-1855, ANC RG17, vol. 1953.

mineuse avec des fonctionnaires locaux. Avec le temps, des routines administratives s'installent au sein de leur travail²⁹.

Pour la période 1840-1866, les députés et les agents de l'État se trouvent confrontés à une énorme masse d'informations, variant de la qualité des roches autour du lac Supérieur à la vie quotidienne dans les prisons, en passant par le fonctionnement de la machinerie agricole et par les conditions de vie sur les bateaux d'immigrants. Les enjeux politiques se situent de plus en plus à l'intérieur de ce régime du savoir. Députés et hommes politiques croient de plus en plus pouvoir trancher les questions politiques en faisant appel aux « faits »³⁰.

LA SCIENCE SOCIALE AU BUREAU D'AGRICULTURE

Au moment de la Confédération de 1867, ce nouveau régime du savoir fait lui-même l'objet de tentatives de systématisation. Une science sociale plus ou moins cohérente, employant des données quantitatives et des techniques statistiques, loge à l'intérieur de plusieurs ministères et figure comme une force déterminante dans les débats parlementaires. Après la Confédération, les plans pour un système de statistiques à l'échelle nationale se multiplieront.

Vers la fin de la période de l'Union, plusieurs départements d'État, comme les bureaux de l'Éducation, et le ministère des Finances, produisent des renseignements quantitatifs très sophistiqués, du moins pour l'époque. Avec l'apparition de clercs dénommés *statistical clerks*, il y a une tendance évidente à la spécialisation à l'intérieur des départements³¹. Il y a aussi tendance à la spécialisation à l'intérieur du système étatique. Particulièrement exemplaire à cet égard est le Bureau d'agriculture et de statistiques, dont les origines remontent à 1847. Au moment de la Confédération, suivant un plan élaboré par Thomas D'Arcy McGee, le bureau est devenu le centre de la science sociale au sein de l'État canadien et agit comme un véritable centre d'intelligence³². Sans que le bureau soit développé de façon constante ou régulière, l'étendue de ses activités est considérable. Elles embrassent les Chambres d'agriculture et, par leur entremise, les sociétés d'agriculture locales ; les Chambres d'arts et de manufactures et, par ce biais, les sociétés d'artisans et d'autres institutions scientifiques et techniques ; la totalité de l'appareil de l'immigration, incluant la gestion des hôpitaux et des stations de quarantaine, la production de guides destinés aux immigrants, la construction de chemins de colonisation et la surveillance d'agences locales d'immigration au Canada comme en Europe ; l'enregistrement de brevets d'invention, de marques de commerce, de plans et devis et de droits d'auteurs, de même que l'entretien d'un musée public, d'instruments brevetés ; la coordination des agences de la santé publique ; le montage d'expositions canadiennes aux grandes foires internationales (New York, 1853, Paris, 1855, Londres, 1862, Dublin, 1865, Paris, 1867, etc.) ; l'administration des lois couvrant l'enregistrement civil ; l'exécution des recensements.

29. Je développe des considérations méthodologiques pour l'étude du développement du service à l'État dans un texte, jusqu'ici inédit, intitulé « Comment recenser les serviteurs de l'État au Canada-Uni : essai méthodologique ».

30. Déjà en 1853, au cours du débat sur l'octroi aux corporations charitables du Bas-Canada, les députés essaient de trancher la question à l'aide d'études socio-scientifiques. À l'assemblée, George Brown, cet « ami éternel » de l'Église catholique, fait appel à *Canada : Past and Present* de W.H. SMITH, une publication subventionnée par le gouvernement, pour prouver l'influence appauvrissante de l'Église dans la Nouvelle-France. Joseph Cauchon passe quelques jours à la bibliothèque du Parlement pour se préparer à y répondre. Il cite des documents officiels et semi-officiels, déclarant que ceux-ci démontrent clairement que la pauvreté est plus répandue en Angleterre protestante qu'ailleurs. Et dans ce but, il énumère une liste remarquable d'ouvrages : *L'Économie politique chrétienne* de BERGEMONT ; *A Defence of the system of solitary confinement in prisons* de M. SMITH ; des livres de MALTHUS et de BLANQUI ; *La Prostitution in London* de M. RYAN ; CHADWICK sur les conditions sanitaires de la classe laborieuse en Grande-Bretagne ; les rapports anglais sur les tisserands et les usines, ainsi que les revues des sociétés de statistiques de Londres et de Manchester. D'après Cauchon, Brown n'aurait qu'à consulter les statistiques du pénitencier du Haut-Canada, où la grande majorité des détenus sont protestants, pour voir laquelle des provinces est la plus morale. Avec le temps, ce genre d'utilisation des documents et des données officiels devient de plus en plus courant. ALC, *Débats*, 24 février, 9 mars 1853 ; Cauchon est membre du comité de la bibliothèque.

31. Le vérificateur général entretient des livres de comptes qui contiennent des listes complètes des employés du gouvernement central (le *inside establishment* ou *inside service*), classifiés selon leurs fonctions, pour les années 1862-1863. Voir ANC RG19, vol. 2085-2089.

32. D'Arcy McGee prône explicitement que le bureau regroupe toutes les enquêtes principales de ce qu'il appelle « la science sociale » (ANC, RG1, E7, vol. 59A.)

Fruit de maintes activités et expériences dans la production de renseignements, la pratique de la science sociale au bureau est raffinée. Les instruments typiques d'enquête se perfectionnent et les fonctionnaires sont confrontés à des problèmes typiques d'enquête socio-scientifique : comment assurer la fiabilité des réponses aux questionnaires, comment inventer des catégories mutuellement exclusives et comment interpréter la signification des données. Cette tendance vers le perfectionnement résulte autant des grands échecs du bureau — le fiasco du recensement de 1861, par exemple — que des succès, comme le contrôle du choléra en 1865. Dans la personne du secrétaire du bureau, Joseph-Charles Taché (1820-1894), on voit le type de bureaucrate par excellence : un homme méticuleux, travaillant, doué, et vivement désireux d'exploiter toutes les occasions d'étendre la statistique et, par son entremise, de réguler moralement la population. Taché va prôner la création d'un système de statistiques à l'échelle nationale à la fin des années 1860.

SAVOIR POUR GOUVERNER, GOUVERNER POUR SAVOIR

Jusqu'ici nous avons soutenu que le régime de la représentation politique se dote nécessairement d'un régime du savoir centralisé et quantifié. Nous avons indiqué quelques dimensions de ce régime : l'origine de la masse croissante de renseignements spécifiques ; le développement de pratiques parlementaires et bureaucratiques visant la gestion de ces renseignements et leur perfectionnement. Pour compléter notre argument, nous allons nous attarder quelque peu sur la *forme sociale* du savoir étatique³³.

Bien que le savoir de l'État bourgeois se veuille objectif, parce qu'il serait agrégé, quantifié et général, la statistique reste un savoir politique et son apparente « objectivité », un moyen de légitimer un type de régime politique particulier. La statistique est un programme du pouvoir puisqu'elle introduit des distinctions dans la réalité et qu'elle crée un univers de pertinence au moment même où elle introduit des distinctions³⁴.

La statistique est un savoir spécifique formé par les rapports économico-politiques d'équivalence entre objets comme marchandises et entre personnes comme sujets politiques. Ce savoir prend forme dans la gouverne bourgeoise des personnes et des choses.

Donc, la statistique a un caractère réflexif. Elle se base sur une discipline économico-administrative qui constitue un objet de connaissance. Quand cette discipline est efficace, le savoir étatique paraît comme un savoir naturel et les personnes et les choses semblent constituer ses catégories comme des éléments de leur propre organisme. Son caractère historique est plus évident dans les moments où ce savoir rencontre des ratés.

Les partisans de la statistique au Canada-Uni soutiennent sans répit qu'aucun État ne peut gouverner une population qu'il ne connaît pas. Mais pour connaître une population, il faut d'abord la gouverner. Le savoir d'État dépend de la gouverne, et les obstacles à la gouverne bloquent le savoir. Les tentatives initiales de recensement au Canada, par exemple, sont limitées par l'inefficacité des initiatives gouvernementales, de même que par la résistance populaire. Au Bas-Canada en 1844, s'exprime un refus net du peuple à fournir les renseignements recherchés par les recenseurs. Les manœuvres visant l'établissement d'un système de gouvernement local mènent à l'annulation du recensement bas-canadien de 1848. Par contre, en 1852 et en 1861, l'impossibilité d'immobiliser administrativement la population à recenser conduit les agences gouvernementales à gonfler les estimés du nombre des résidents³⁵. L'absence d'un système d'enregistrement civil au Canada Ouest rend le recensement de cette partie de la colonie beaucoup plus difficile à exécuter qu'il ne l'est au Canada Est. Les recenseurs se plaignent du temps requis par les chefs de famille pour reconstituer les « faits » de leur ménage, des faits comme les dates de naissance, l'âge des enfants, les dates de décès des parents, etc.

33. La question de la *forme* du savoir prédomine celle de sa fiabilité. Toute question sur la seule fiabilité d'un savoir tient pour acquis sa forme. Parler d'un *régime* du savoir, par contre, rend problématiques les caractéristiques spécifiques et les conditions de dominance d'une forme typique du savoir.

34. Voir Michel FOUCAULT (1981), « Questions of Method », *Ideology and Consciousness*, vol. 8, pp. 3-14.

35. On compte généralement deux fois les absents, une fois à leur résidence temporaire, une autre fois à leur résidence permanente.

Ces faits n'avaient pas acquis d'importance particulière dans le vécu des gens, contrairement à ce qui se passait au Canada Est où un système d'enregistrement civil avait, de longue date, rendu facile d'accès ce genre de savoir. Les pratiques de la gouverne constituent un fonds de savoir.

Le travail de George Emery sur l'enregistrement civil en Ontario nous mène à la même conclusion. Emery démontre que le nombre de naissances officiellement enregistrées pour une année donnée augmente à mesure que les gens, nés pendant cette même année, font face à des politiques administratives exigeant une preuve de date de naissance. L'imposition de la conscription militaire et d'une limite d'âge pour avoir le permis de conduire provoquent un enregistrement tardif des naissances³⁶. Les politiques d'immigration ont également l'effet de nécessiter la reconstitution de l'histoire des statistiques vitales.

Les pratiques des agences étatiques, autrement dit, produisent un savoir officiel en disciplinant les populations. Cette discipline accorde une importance administrative accrue à certains éléments nécessairement partiels de la vie sociale. En même temps, elle rend ces éléments accessibles à une compréhension et à une appropriation bureaucratique et statistique. Les formes dominantes du savoir, l'organisation gouvernementale et les pratiques politiques s'entrelacent. Connaître la population à travers les agences de l'État, c'est connaître une organisation étatique de la population.

Bruce CURTIS
Department of Sociology and Anthropology
Wilfrid Laurier University
Waterloo (Ontario)
Canada N2L 3C5

RÉSUMÉ

Cet article examine le développement du régime du savoir apporté par l'institution du gouvernement représentatif au Canada-Uni. Il fait valoir que la statistique est une forme typique du savoir d'État, savoir né dans un processus de normalisation administrative, et qu'elle est basée également sur l'échange marchand. Il démontre que la statistique a un caractère réflexif.

SUMMARY

This paper examines the development of the system of knowledge brought about by the setting up of representative government in United Canada. It argues that statistics are a typical form of state knowledge, knowledge that is born of the process of administrative normalization, and also based on the exchange of commodities. Statistical knowledge is shown to be reflexive in nature.

RESUMEN

Este artículo examina el desarrollo de un régimen del saber aportado por la institución del gobierno representativo del Canadá-Unido. Se afirma que la estadística es una forma típica del saber del Estado, un saber nacido en un proceso de normalización administrativo, y basado igualmente en el intercambio mercantil. Se demuestra que la estadística tiene un carácter reflexivo.

36. George EMERY (1990), « Incomplete Registration of Births in Civil Systems : The Example of Ontario, Canada, 1900-1960 », in *Historical Methods*, vol. 23, n° 1, pp. 5-21.